



GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

•
467 chaussée de Louvain
B – 1030 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 241 84 20
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messager de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

Avec le soutien de
la



NOTE D'ANALYSE – 23 janvier 2020

QUÉAU Yannick, *Conflit en Ukraine : le tournant de Zelensky*, Note d'Analyse du GRIP, 23 janvier 2020, Bruxelles.

<https://www.grip.org/fr/node/2899>



NOTE D'ANALYSE

Conflit en Ukraine : le tournant de Zelensky

Yannick Quéau

23 janvier 2020

Résumé

Le conflit en Ukraine ne fait plus la une des médias en Europe occidentale et pourtant la situation ne peut être qualifiée de conflit gelé. Ces dernières années, les violations du cessez-le-feu sont quotidiennes et malgré de timides avancées, la mise en œuvre des Accords de Minsk est globalement au point mort. En avril dernier, l'Ukraine a connu un changement de leadership au terme d'élections remportées par un candidat inattendu, Volodymyr Zelensky, comédien à succès russophone dont la ligne politique reste difficile à définir. Zelensky a fait de la fin du conflit dans le Donbass une de ses priorités, sans pour autant révéler la façon d'y parvenir. Neuf mois après l'élection de Zelensky, quel bilan peut-on tirer de ce début de présidence alors que les événements semblent s'accélérer dans l'est de l'Ukraine avec des progrès très rapides dans les négociations de paix.

Abstract

The conflict in Ukraine is no longer in the headlines in Western Europe and yet the situation cannot be described as a frozen conflict. In recent years, ceasefire violations have been a daily occurrence and, despite some timid progress, the implementation of the Minsk Accords has largely stalled. Last April, Ukraine experienced a change of leadership following elections won by an unexpected candidate, Volodymyr Zelensky, a Russian-speaking successful comedian whose political line remains difficult to define. Zelensky made the end of the conflict in Donbass one of his priorities without revealing how to achieve it. Nine months after Zelensky's election, what assessment can be made of this new presidency at a time when events seem to be accelerating in eastern Ukraine, with very rapid progress in the peace negotiations.

Introduction : bref retour sur le conflit¹

La révolution de Maidan fin 2013 a démarré par des manifestations importantes à Kyiv et dans d'autres villes d'Ukraine contre le refus du président Ianoukovytch de signer l'Accord d'Association négocié avec l'Union européenne depuis 2007². Les manifestants protestent également contre la corruption massive qui grève tous les secteurs de la vie publique. Le mouvement de protestation culmine de façon tragique le 20 février par une répression sanglante lorsque les unités spéciales de la police (Berkut) tirent dans la foule. Le 22 février, après avoir été destitué par le Parlement, le président Ianoukovytch quitte le pays pour se réfugier en Russie. Le 28 février, des hommes en armes sans insignes (mais à l'uniforme très reconnaissable) envahissent la Crimée et saisissent tous les points stratégiques de la péninsule. En avril, des milices séparatistes de la région du Donbass aidées par des volontaires russes envahissent et occupent les bâtiments publics, principalement dans les villes de Slaviansk, Marioupol, Donetsk et Louhansk. L'armée ukrainienne, rongée par la corruption et la désorganisation est incapable de réagir. Des bataillons de volontaires viennent suppléer aux carences de l'armée pour reconquérir les villes de l'est du pays. En août 2014, la bataille d'Ilovaïsk met un coup d'arrêt brutal à cette reconquête ukrainienne³. Le front se stabilisera en septembre 2014 avec la signature du premier Accord de Minsk sous les auspices de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Un deuxième accord suivra en février 2015 avec des mesures d'application plus précises. Ces « Accords de Minsk » doivent fournir un cadre global visant à mettre fin aux combats et à initier une séquence politique de résolution du conflit. Pourtant, les cessez-le-feu constamment renouvelés n'ont jamais été respectés. Le conflit a fait plus de 13 000 victimes et affecte plus de cinq millions de personnes (déplacés, blessés, personnes privées de services publics de base)⁴.

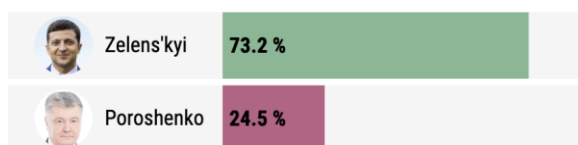
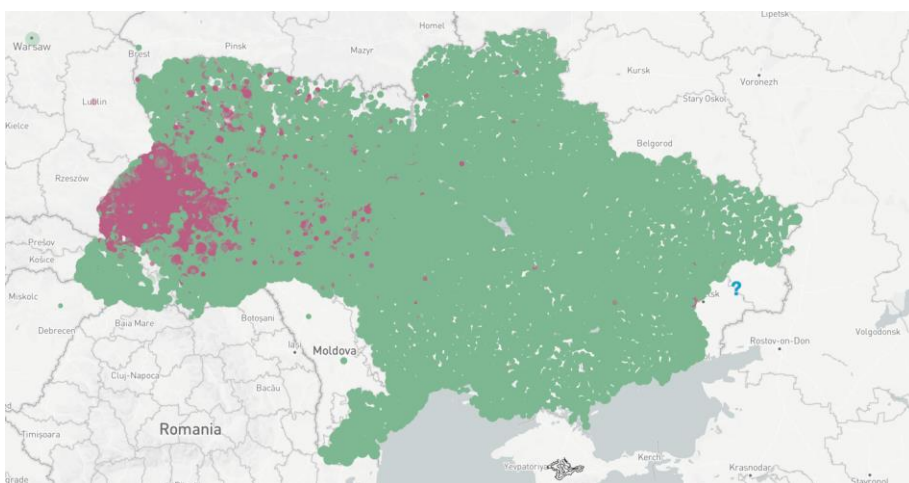


(Source : GRIP)

1. Cette Note d'Analyse laissera de côté la question du rôle de Zelensky dans l'affaire qui aurait vu le président Trump lui demander de l'aide pour inculper Joe Biden, rival probable de l'actuel président américain aux élections de novembre 2020. Cette question est une affaire distincte du conflit dans l'est de l'Ukraine en lui-même et qui mérite une note à part.
2. Pour le déroulement de la révolution de Maidan, voir Guillemoles, Alain, « Ukraine : le réveil d'une nation », Les Petits Matins, Paris, 2015.
3. International Crisis Group, [Eastern Ukraine: A Dangerous Winter](#), 18 décembre 2014.
4. OCHA Ukraine, [Situation Report](#), novembre 2019.

Élection surprise de Zelensky

Les élections présidentielles ukrainiennes du printemps 2019 ont été marquées par une compétition extrême avec l'affrontement de 39 candidats. Alors que tous les analystes prédisaient un duel entre le président sortant Petro Porochenko et sa rivale Ioulia Timochenko, les cartes ont été complètement rebattues par l'apparition d'un candidat surprise en la personne de Volodymyr Zelensky. Zelensky est un comédien populaire russophone, héros d'une série télévisée (« Serviteur du peuple ») mettant en scène un professeur d'histoire devenu accidentellement président d'Ukraine. L'arrivée de Zelensky montre encore une fois la volatilité de la politique ukrainienne avec des personnalités qui arrivent et partent sans parvenir à structurer idéologiquement des appareils de partis. Le manque de programmes, particulièrement vagues, force les votes à se structurer autour de la personnalité des candidats. Cette élection marque la fin du clivage ukrainophone/russophone (voir carte des votes du deuxième tour ci-dessous). En effet, Zelensky est russophone et a remporté la victoire dans des circonscriptions ukrainophones (à l'exception de Lviv et des Ukrainiens de l'étranger). Un de seuls thèmes de fond qui est ressorti de sa campagne est le respect de l'équilibre dans l'emploi des langues (alors que Porochenko a mené une campagne très patriotique sur les thèmes de la langue ukrainienne, de la foi orthodoxe et de l'armée) et une main tendue aux populations vivant en territoire occupé. Zelensky devient également le plus jeune président d'Ukraine et le premier président juif en dehors d'Israël.



(Source : <https://elections.dekoder.org/ukraine/en>)

Pas de règlement du conflit mais un focus humanitaire

Zelensky avait fait de la résolution du conflit à l’est une des priorités de sa campagne électorale, mais sans détailler la façon dont il comptait s’y prendre. Sa campagne électorale étant basée principalement sur sa personne et son personnage fictionnel de la série télévisée, il était très difficile de discerner ses lignes d’action politique⁵. Son refus du débat avec son rival, le président en fonction Petro Porochenko, jusqu’à la veille de l’élection n’a fait que brouiller les pistes⁶. Un point toutefois se démarquait, ce que certains ont appelé la « méthode Zelensky ». Il s’agissait de tendre la main aux populations du Donbass, particulièrement celles vivant en zone occupée pour les « regagner » à la cause ukrainienne. En effet, la classe politique ukrainienne et les forces de sécurité ont depuis le début du conflit eu une attitude ambivalente vis-à-vis des populations continuant à vivre dans les républiques séparatistes, les considérant tantôt comme des victimes de l’invasion russe, tantôt comme des « collaborateurs » des entités séparatistes. Cette attitude s’est traduite par une série de mesures administratives stigmatisant les personnes restées vivre en territoire séparatiste, la plus importante étant le non-versement des pensions des retraités habitants dans ces territoires les forçant ainsi à traverser la Ligne de Contact pour les collecter en territoire contrôlé par l’Ukraine⁷. Cette vision négative des habitants du Donbass restés en territoire séparatiste s’est renforcée lors de la présidence de Porochenko qui a notamment adopté un blocus économique des républiques séparatistes en mars 2017⁸. La dernière année de mandat de Porochenko et sa communication électorale ont accentué ces accents nationalistes ukrainiens reflétés par une campagne très patriotique sur les thèmes de la langue ukrainienne, de la foi orthodoxe et de l’armée. Zelensky, au contraire, a insisté sur une politique de main tendue vis-à-vis des habitants du Donbass en mettant l’accent sur l’allègement de leurs souffrances du quotidien dans le but de leur faire réintégrer la famille ukrainienne. Zelensky était donc largement attendu au tournant par de nombreux observateurs nationaux et internationaux sur ce renversement de politique et sa méthode pour progresser vers la paix dans l’est de l’Ukraine.

Positionnement géopolitique de l’Ukraine sous Zelensky

À peine élu, le nouveau président a rapidement clarifié le cap de sa politique étrangère. Sa première visite en tant que chef d’État s’est déroulée à Bruxelles, début juin 2019, visite au cours de laquelle il s’est entretenu avec Jens Stoltenberg, Secrétaire-général de l’OTAN ainsi qu’avec Jean-Claude Juncker et Donald Tusk au niveau de l’UE. Zelensky a confirmé le cap euro-atlantique de l’Ukraine.

5. *FranceInfo*, [Ukraine : ce que l'on sait du programme du nouveau président Volodymyr Zelensky](#), 22 avril 2019.

6. *L’Express*, [Ukraine : face au refus de son rival de débattre, Porochenko discours seul dans un stade](#), 14 avril 2019.

7. International Crisis Group, « [Helping Civilians in Ukraine’s Eastern Donbas Region](#) », 25 octobre 2018 et Human Rights Watch, « [Money Slipped through My Fingers Like Water](#) », 14 juin 2019.

8. Hrant Kostanyan et Artem Remizov, [The Donbas Blockade: Another blow to the Minsk peace process](#), n° 08, juin 2017.

Code de champ modifié

Code de champ modifié

« L'orientation stratégique de l'Ukraine est de rejoindre l'UE et l'OTAN et cela reste inchangé. C'est la priorité de notre politique étrangère »⁹, a affirmé Zelensky. Le nouveau président a également promis de continuer les réformes commencées par son prédécesseur.

Les actions de la Russie ont également forcé Zelensky à réagir et à se positionner par rapport au grand voisin. Vladimir Poutine a signé le 24 avril un décret permettant l'octroi de passeports russes, à travers une procédure simplifiée, aux habitants des entités séparatistes de l'Est ukrainien. Selon Moscou, cette mesure répondait uniquement à des visées « humanitaires » et vise, peut-on lire dans le décret, à « protéger les droits et libertés de la personne et du citoyen ». En février 2017, le Kremlin avait déjà avancé la même justification en annonçant la reconnaissance des documents émis par les deux territoires séparatistes. Le président élu ukrainien a réagi en publiant sur Facebook une déclaration dans laquelle il met en garde ses citoyens contre ce qu'un passeport russe signifie : « le droit d'être arrêté pour avoir manifesté pacifiquement, le droit de ne pas avoir d'élections libres et équitables, le droit d'oublier jusqu'à la signification même des droits et libertés fondamentales ». Le président ukrainien s'est promis « d'accorder la nationalité ukrainienne à tous les citoyens qui souffrent sous des régimes autoritaires et corrompus et en priorité aux citoyens russes qui en souffrent le plus »¹⁰.

Au niveau des réformes de l'appareil militaire, Zelensky a appelé à continuer la transition de l'armée ukrainienne vers les standards OTAN en vue d'assurer son interopérabilité avec les forces de l'Alliance¹¹. La Commission OTAN-Ukraine s'est réunie le 31 octobre dernier à Kyiv en présence de Zelensky et s'est accordé sur une révision des mesures d'assistance à l'Ukraine. Lors de la conférence de presse qui a suivi la rencontre, Zelensky a déclaré être prêt à coopérer plus étroitement avec l'Alliance et à accélérer les préparatifs pour une adhésion à l'OTAN via un *Membership Action Plan*¹². L'orientation de la politique étrangère ukrainienne sous Zelensky est donc résolument euro-atlantique et en cela est une continuation du cap fixé par son prédécesseur.

Accords de Minsk toujours pas appliqués

Les Accords de Minsk, négociés en septembre 2014 et février 2015, restent le cadre de résolution du conflit malgré leur impopularité, surtout du côté ukrainien. Négociés sous la pression de deux défaites militaires ukrainiennes (Ilovaisk et Debaltseve), ces accords sont parfois perçus comme une capitulation ukrainienne et les réformes constitutionnelles prévues par ces accords pour accorder un statut spécial au Donbass sont restées lettre morte. Si tous les acteurs s'accordent sur la centralité du processus de Minsk pour parvenir à la paix, la séquence de mise en œuvre est radicalement différente entre les parties, le gouvernement ukrainien insistant sur les aspects sécuritaires (retrait des troupes étrangères, contrôle de la frontière avec la Russie) comme condition préalable à une discussion sur le statut du Donbass ; les séparatistes et Moscou exigeant

9. Euractiv, [Ukraine's new president vows pro-Western trajectory in Brussels](#), 5 juin 2019.

10. *The Guardian*, « [Ukraine president offers Russians citizenship in snub to Putin](#) », 28 avril 2019.

11. *Ukrinform*, « [Zelensky: Ukraine committed to deepening cooperation with NATO](#) », 10 novembre 2019.

12. President of Ukraine, « [Ukraine is willing to cooperate more closely with NATO and accelerate preparations for NATO membership – President](#) », 31 octobre 2019.

l'inverse avec la primauté donnée aux réformes politiques sur les aspects sécuritaires (voir tableau ci-dessous)¹³.

Bien que le front soit globalement stabilisé depuis la chute de Debaltseve début 2015, les échanges de tirs d'artillerie et de tirs de mitrailleuse sont quotidiens ainsi que l'établissent les rapports de la mission d'observation de l'OSCE¹⁴. Toutefois, sur la période juin-septembre 2019, les violations du cessez-le-feu ont largement diminué, probablement grâce au retrait des troupes engagé à Stanytsia Luhanska à la fin du mois de juin¹⁵.

Etape	Séquençage russe	Séquençage ukrainien
1	Application de la loi d'amnistie générale en RPD/RPL	Cessez-le-feu complet sur une période prolongée et constaté par l'OSCE
2	Négociation et validation avec la RPD/RPL d'une loi électorale spéciale	Retrait des troupes illégales et des armes lourdes de RPD/RPL sous la supervision de l'OSCE
3	Validation du résultat des élections locales par Kiev	Echanges de prisonniers
4	Application de la loi sur le « statut spécial » et son inscription dans la Constitution ukrainienne	Restauration du contrôle de la frontière aux forces armées ukrainiennes
5	<i>Ensuite seulement application des clauses militaires</i>	<i>Ensuite seulement application des clauses politiques</i>
Demandes	Représentation des RPD/RPL dans le Groupe de Contact de Minsk	Accroître le nombre d'acteurs présents dont Etats-Unis, Turquie et Pologne

(Source : Mathieu Boulègue, [Les perspectives politiques et militaires des accords de Minsk 2](#), Note de la FRS, n° 10, 3 mai 2016)

13. Voir Mathieu Boulègue, [Les perspectives politiques et militaires des accords de Minsk 2](#), Note de la FRS, n° 10, 3 mai 2016.

14. OSCE, [Daily and spot reports from the Special Monitoring Mission to Ukraine](#). Voir notamment les « *ceasefire violations tables* » en annexe de chaque rapport journalier.

15. Voir [July – September 2019 Trends and observations from the Special Monitoring Mission to Ukraine](#).

Une amélioration significative dans la région de Louhansk

La région de Louhansk a connu en règle générale moins de violations du cessez-le-feu depuis le début de la guerre que la région de Donetsk, les principales zones de conflit se situant dans cette dernière (zone au nord-ouest de Donetsk notamment l'aéroport, Avdiivka, zone à l'est de Marioupol, Shyrokyhne).

La Ligne de Contact dans la région de Louhansk suit également la rivière Siverski Donest ce qui rend la délimitation des positions plus facile. C'est donc dans la zone de Louhansk et plus particulièrement au point de passage de Stanytsia Luhanska qu'une évolution significative a eu lieu avec un retrait des belligérants de la zone, sous supervision de l'OSCE. Ce retrait fait partie des engagements pris par les belligérants en septembre 2016. Négocié dans le cadre du Groupe de Contact trilatéral (Ukraine, Russie et OSCE), cet accord-cadre prévoyait la création de trois zones de désengagement autour de Petrivske, Zolote et Stanytsia Luhanska. Les belligérants devaient se retirer de leurs positions fortifiées au sein de ces zones et ne pas en créer de nouvelles. La logique qui soutenait ces retraits postulait que la proximité des positions ennemies encourageait les affrontements locaux qui se poursuivaient de bombardements à plus grande échelle. En éloignant les lignes de front, la probabilité d'un plus grand respect du cessez-le-feu, reconduit d'innombrables fois mais jamais respecté, pouvait ainsi augmenter. La condition pour opérer ce retrait des troupes consistait en un respect du cessez-le-feu pendant sept jours consécutifs, ce qui s'est finalement produit à Stanytsia Luhanska entre le 19 et le 26 juin 2019. Le retrait des forces de cette zone a été effectif le 26 juin.

Ce retrait des forces a permis de commencer à penser à la reconstruction du pont de Stanytsia Luhanska, pont qui avait été détruit par les séparatistes en 2015. Une passerelle pour piétons a été terminée le 21 novembre 2019¹⁶, les travaux avaient commencé en septembre¹⁷. Cette passerelle devrait largement alléger la souffrance des résidents de Louhansk. En effet, les personnes traversant la Ligne de Contact, souvent des résidents âgés venus collecter leur pension ou acheter des vivres et des médicaments en territoire contrôlé par l'Ukraine, étaient obligées de descendre une rampe de bois abrupte et traverser un no man's land sans aucune protection¹⁸. Les conditions hivernales rendaient cette traversée encore plus difficile ; quatre personnes sont décédées dans le périmètre du point de passage de Stanytsia Luhanska au cours de l'hiver 2018-2019 du fait de problèmes de santé dans les files d'attente¹⁹.

16. OSCE Special Monitoring Mission, [Status Report as of 25 November 2019](#).

17. Une webcam diffuse les travaux en direct. Voir Ukrinform, [Reconstruction of Stanytsia Luhanska bridge broadcast live](#), 18 septembre 2019.

18. Pour plus d'informations sur les conditions de vie des résidents des républiques séparatistes, voir, International Crisis Group, [«Nobody Wants Us»: The Alienated Civilians of Eastern Ukraine](#)», 1^{er} octobre 2018.

19. Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, [Report on the human rights situation in Ukraine 16 November 2018 to 15 February 2019](#), p. 10.



(Source : OSCE SMM)

Le nouveau plan de paix de Zelensky

Le retrait des forces de Stanytsia Luhanska a servi à bâtir la confiance entre les camps en montrant que chaque côté pouvait faire confiance à l'autre pour tenir ses engagements. En septembre 2019, lors de la conférence internationale annuelle *Yalta European Strategy* (YES) – qui se tient à Kyiv depuis l'occupation de la Crimée –, Zelensky a exposé son plan de paix résumé ainsi : « *D'abord, l'échange de prisonniers, ensuite le désengagement des troupes et seulement à partir de ce moment-là nous pourrions commencer à parler du format des élections dans les territoires occupés.* »²⁰ L'objectif de Zelensky à moyen terme était d'obtenir de la Russie la tenue d'une nouvelle réunion du format Normandie qui n'a plus eu lieu au niveau des chefs d'États depuis 2016²¹. Moscou avait posé comme préconditions à la tenue d'un nouveau sommet l'application de la formule Steinmeier (voir ci-dessous) et le retrait des troupes de la Ligne de Contact dans les zones de désengagement.

L'échange de prisonniers qui déclenche une nouvelle dynamique

La Russie détient depuis le début du conflit des prisonniers ukrainiens, une partie d'entre eux arrêtés en Crimée dès le début de l'occupation russe, comme le cinéaste Oleh Sentsov, d'autres transférés depuis les territoires séparatistes.

20. Kyiv Post, « [Waiting For Peace: Russia, domestic opposition frustrate Zelensky's plans in Donbas](#) », 25 octobre 2019.

21. Le format Normandie rassemble la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine et est chargé du suivi politique des Accords de Minsk.

Code de champ modifié

Une partie de ces prisonniers sont des activistes tatars victimes de la vague de répression qui touche toutes les institutions tatares de Crimée²². Parmi ces prisonniers figurent également les 24 marins ukrainiens arraisonnés lors l'incident de Kertch de novembre 2018. Différentes associations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, ont estimé leur nombre à environ 70 personnes. Leurs procès ont été largement médiatisés, les peines prononcées extrêmement lourdes et les conditions de détention très dures (isolement, éloignement géographique, refus de soins médicaux, etc.). Considérée en Ukraine comme des otages ou des prisonniers de guerre dans le cas des marins, la Russie a largement utilisé la situation de ces prisonniers pour signifier aux autorités ukrainiennes leur impuissance à défendre leurs propres citoyens. De larges campagnes nationales et internationales de soutien aux prisonniers ukrainiens ont été déployées en Ukraine et dans le monde²³, impliquant de nombreuses résolutions au niveau des Nations unies, du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne ainsi qu'une ordonnance du Tribunal international du droit de la Mer²⁴. En réaction, la Russie a toujours été très ferme par rapport aux pressions internationales, insistant sur « l'indépendance de son processus judiciaire ».

Le rapport de force a changé lorsque l'Ukraine a capturé fin juin 2019 Vladimir Tsemakh lors d'une opération du SBU (services de sécurité d'Ukraine). Tsemakh est un citoyen ukrainien responsable d'une unité de défense antiaérienne séparatiste dans la région de Snizhne, la ville la plus proche du lieu du crash du vol MH-17, cet avion de la Malaysian Airlines abattu par les séparatistes en juillet 2014²⁵. Tsemakh a été enregistré dans une interview télévisée où il affirme avoir fait retirer et cacher le système antiaérien *Buk* responsable d'avoir abattu le Boeing de la Malaysian Airlines²⁶. Si aucune preuve ne semble accuser directement Tsemakh d'avoir participé à la destruction de l'avion, sa confession sur son rôle dans le retrait du système BUK responsable du crash en vue de son retour vers la Russie en font un suspect et un témoin important pour l'enquête menée par le *Joint Investigation Team* (JIT), une coopération internationale entre les polices néerlandaise, belge, australienne et malaisienne destinée à collecter les éléments de preuve autour du crash du Boeing en vue d'un procès devant la justice néerlandaise²⁷. La Russie nie toujours son rôle dans la fourniture du système antiaérien incriminé malgré les nombreuses preuves rassemblées à la fois par le JIT et par le groupe d'investigation *Bellingcat*²⁸.

22. Voir, Halya Coynash & Austin Charron (2019), [Russian-occupied Crimea and the state of exception: repression, persecution, and human rights violations](#), Eurasian Geography and Economics, 60:1, 28-53 ainsi que Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, [Situation of human rights in the temporarily occupied Autonomous Republic of Crimea and the city of Sevastopol \(Ukraine\)](#), 25 septembre 2017.

23. Notamment sous les hashtags #Letmypeoplego et #FreeSentsov, voir <http://letmypeoplego.org.ua>

24. Tribunal international du droit de la mer, [Ordonnance dans l'affaire relative à l'immobilisation de trois navires militaires ukrainiens \(UKRAINE c. FÉDÉRATION DE RUSSIE\)](#), 25 mai 2019.

25. Pour plus de détails sur le crash du MH-17, voir la série d'articles et de podcasts de [Bellingcat](#) consacrés au sujet.

26. [Bellingcat, The Arrest of Vladimir Tsemakh and Its Implications for the MH17 Investigation](#), 9 juillet 2019.

27. Voir page du ministère public néerlandais: <https://www.om.nl/onderwerpen/mh17-crash/>

28. Voir les [résultats d'enquête préliminaires du JIT](#) et les articles publiés par [Bellingcat](#) sur le sujet.

De façon très surprenante, Tsemakh a été remis en liberté début septembre 2019 par une cour d'appel de Kyiv en attendant son procès pour terrorisme. Son nom a rapidement été inclus dans la liste des personnes pouvant faire l'objet d'un échange avec la Russie. Des tensions ont dès lors émergé avec les Pays-Bas qui réclamaient son extradition. Le procureur général néerlandais, Fred Westerbeke, ainsi que 40 parlementaires européens ont écrit une lettre au président Zelensky demandant de ne pas l'inclure dans l'échange de prisonniers²⁹. Le ministre des Affaires étrangères néerlandais Blok a dû s'expliquer devant le Parlement néerlandais « *regrett[ant] profondément que M. Tsemakh ait ainsi été associé à cet échange de prisonniers sous la pression de la Fédération de Russie.* »³⁰ Les autorités ukrainiennes ont retardé le moment de l'échange pour que des enquêteurs néerlandais puissent venir interroger Tsemakh qui n'avait pourtant pas beaucoup d'intérêt à parler sachant l'échange imminent. Le gouvernement russe avait fait de l'inclusion de Tsemakh dans l'échange de prisonniers une condition *sine qua non*, acceptant même d'accélérer l'échange et d'y inclure le cinéaste ukrainien Oleh Sentsov, un prisonnier avec une haute valeur symbolique³¹.

S'il n'est pas confirmé que l'Ukraine ait spécifiquement lancé l'opération de capture de Tsemakh pour déclencher l'opération d'échange de prisonniers, il faut néanmoins constater que, dès sa capture, l'Ukraine disposait d'un atout réel, un prisonnier que la Russie voulait absolument récupérer. Le prix a été lourd puisqu'un agent du SBU (Services de Sécurité ukrainiens) est décédé dans l'opération et un autre a été gravement blessé. Le retour des prisonniers ukrainiens de Russie a largement servi la popularité de Zelensky et levé un obstacle moral important à la reprise de négociations avec la Russie.

La formule Steinmeier

Mi-septembre 2019, le ministre des Affaires étrangères ukrainien Vadym Prystaiko a surpris de nombreux observateurs en annonçant l'acceptation par le gouvernement ukrainien de la « formule Steinmeier » du nom de l'ancien ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier. Pour faire face au blocage de la mise en œuvre des Accords de Minsk, ce dernier avait proposé une séquence spécifique³² :

1. Organisation d'élections dans les zones séparatistes (« République populaire de Louhansk » et « République populaire de Donetsk ») selon la législation ukrainienne et sous surveillance de l'OSCE.
2. Si l'OSCE juge que les élections ont été libres et justes (*free and fair*), alors un statut spécial d'autonomie sera accordé pour ces territoires.
3. Ensuite, l'Ukraine regagnera le contrôle de sa frontière avec la Russie ce qui garantira sa sécurité.

29. *Radio Free Europe/ Radio Liberty*, « ['Backed Into A Corner': In Negotiating Prisoner Swap With Russia, Ukraine's Zelenskiy Faces Tough Decision](#) », 6 septembre 2019.

30. Ministerie van Buitenlandse Zaken, « [Kamerbrief over gevangenenruil tussen Rusland en Oekraïne](#) », 7 septembre 2019.

31. *The Moscow Times*, « [For Russia, the Exchange of a Key Figure in the MH17 Crash Could Be Quick Fix That Backfires](#) », 9 septembre 2019.

32. *Radio Free Europe/ Radio Liberty*, « [Explainer: What Is The Steinmeier Formula – And Did Zelenskiy Just Capitulate To Moscow?](#) », 2 octobre 2019.

Cette version simplifiée et séquencée des Accords de Minsk n'avait jamais été très populaire sous l'administration Porochenko qui estimait que des élections ne pouvaient se tenir que dans un environnement sécurisé pour permettre à des candidats de partis pro-ukrainiens de faire campagne. Cet environnement sécurisé présupposait un cessez-le-feu complet, le retrait des troupes étrangères et que l'Ukraine contrôle sa frontière avec la Russie.

Le 19 septembre 2019, une réunion du Groupe de contact trilatéral (Ukraine, Russie, OSCE), elle-même précédée d'une réunion des conseillers du format Normandie, entérinait la formule Steinmeier avec quelques changements par rapport à la proposition initiale. Ainsi, l'Ukraine a insisté pour que le statut spécial accordé aux zones séparatistes le jour des élections soit temporaire, il ne serait confirmé que lorsque l'OSCE, qui observera les élections, aura remis son rapport final sur le caractère libre et juste de ces élections³³. La question de la frontière russo-ukrainienne reste également un point d'achoppement. Dans la formule Steinmeier, son contrôle ne serait rendu aux Ukrainiens qu'au lendemain des élections, ce qui fait peser des risques sur l'environnement sécuritaire du processus électoral.

Le 1^{er} octobre, le président Zelensky annonçait pourtant qu'il acceptait la formule Steinmeier.

La paix, mais à quel prix ?

L'adoption de la formule Steinmeier a constitué un véritable choc en Ukraine. Dès le 6 octobre, 10 000 personnes manifestaient dans les rues de Kyiv dénonçant la formule Steinmeier et les élections dans le Donbass comme une trahison des intérêts de l'Ukraine et une victoire pour la Russie. Les manifestants relayaient également leurs doutes sur la possibilité de tenir des élections dans le Donbass aux conditions ukrainiennes. De nombreux commentateurs et analystes craignaient que la Russie ne tire son épingle du jeu en imposant une fédéralisation de l'État ukrainien avec deux régions séparatistes intégrées dans l'Ukraine, mais dotées du pouvoir de bloquer toute tentative de réformes ou de rapprochement euro-atlantique. L'ancien président Porochenko a profité des manifestations pour dénoncer la capitulation de Zelensky. « *La formule Steinmeier signifie la formule de Poutine, ce qui change radicalement la séquence d'actions au sein des Accords de Minsk et rejette la feuille de route de ces mêmes accords. Sans un retrait complet de toutes les « forces d'occupation étrangères », le désarmement des « formations militaires illégales » et le retour des Ukrainiens déplacés par la guerre, aucune élection ne peut être légitime ou considérée comme reflétant l'expression de la volonté libre des citoyens.* »³⁴

Zelensky s'est rendu compte de la nécessité de mettre les choses au clair, reconnaissant plusieurs erreurs de communication au sein d'une équipe dirigeante très jeune et inexpérimentée. Généralement peu amateur des conférences de presse (Zelensky jugeait ne pas avoir besoin de la presse, car communiquant directement avec les Ukrainiens via les médias sociaux), le président s'est livré à un exercice original en conduisant le 10 octobre une conférence de presse marathon de 14 heures en présence de 300 journalistes

33. Interview du ministre des Affaires étrangères ukrainien au journal *Ukraińska Pravda* le 20 septembre 2019. Traduite par BBC monitoring.

34. *Voice of America*, « [Steinmeier Deal Sparks Protests in Ukraine, Praise in Moscow](#) », 2 octobre 2019.

invités à s'asseoir par groupes autour de la table du président dans une aire de restauration de Kyiv³⁵. Zelensky a pu à nouveau rassurer les critiques de l'adoption de la formule Steinmeier, précisant qu'il n'y aurait pas d'élections « sous la contrainte des fusils » (*under the barrel of the gun*), à savoir que la tenue d'élections dans les zones séparatistes nécessiterait le départ des troupes étrangères et le retour du contrôle ukrainien sur la frontière ukraïno-russe. De même, Zelensky a reprécisé ce qui avait déjà été plusieurs fois expliqué par son ministre des affaires étrangères Vadim Prystaiko, à savoir que les élections se dérouleraient conformément à la loi ukrainienne et aux directives de la Commission électorale centrale³⁶. Ceci implique que les administrations séparatistes ne joueront plus aucun rôle et que les milices séparatistes seront désarmées.

De quelle autonomie parle-t-on ?

Parmi les nombreux points problématiques dans les futures négociations figure la question du degré d'autonomie dont joueraient les entités séparatistes après les élections. La formule Steinmeier parle d'un « *special autonomous status* » sans plus de précisions. Une « Loi sur l'ordre spécial de l'autonomie locale dans des zones distinctes des régions de Donetsk et de Louhansk » avait déjà été votée en septembre 2014, sa mise en œuvre dépendant de l'organisation d'élections conforme à la constitution ukrainienne dans les zones concernées. Cette loi, qui avait une période de validité de trois ans, prévoyait certains aménagements dans l'emploi des langues, la nomination des fonctionnaires et des procureurs, des pouvoirs économiques spéciaux, la création de forces de police locales et des relations privilégiées avec les régions russes de l'autre côté de la frontière³⁷. Sa validité a été étendue chaque année par la Rada (Parlement ukrainien), elle devait expirer fin 2019³⁸. Le but de cette loi était surtout de montrer la bonne foi ukrainienne dans l'application des Accords de Minsk, accords très impopulaires en Ukraine.

Zelensky ne veut plus de cette loi héritée de l'administration Porochenko et adoptée sous la pression de la communauté internationale. Un nouveau projet de loi devrait être introduit. Ce projet incorporera toutes les lignes rouges ukrainiennes et sera négocié avec la société civile. La question reste de savoir si les régions séparatistes bénéficieront d'un statut spécial ou si elles seront traitées de la même manière que les autres régions d'Ukraine dans le processus de décentralisation général qui est en cours depuis 2015. Le ministre des Affaires étrangères ukrainien Vadym Prystaiko a répondu à cette question lors du forum YES de septembre 2019 : « *Les accords de Minsk demandent une réforme de la législation ukrainienne, une réforme constitutionnelle basée sur une décentralisation. Si Moscou ne sait pas lire, nous sommes prêts à le répéter. (...) Les parties actuellement de l'autre côté de la Ligne de Contact doivent comprendre que leur meilleure chance de développement passe par la décentralisation.* »

35. *The Guardian*, « [Ask me anything: Ukraine's president holds 14-hour press conference](#) », 10 octobre 2019.

36. Interview du ministre des Affaires étrangères ukrainien au journal *Ukrainska Pravda* le 20 septembre 2019. Traduite par BBC monitoring.

37. Ministry of Foreign Affairs of Ukraine, [Verkhovna Rada of Ukraine adopted the Laws](#), 17 septembre 2014.

38. La loi sur le statut spécial a encore reçu une extension d'un an le 12 décembre 2019.

Code de champ modifié

Ils peuvent unir leurs communautés, s'attendre à des opportunités, en particulier financières, comme les autres régions et districts d'Ukraine. C'est le maximum que nous pouvons offrir. Nous n'introduirons pas de statut spécial dans la Constitution. »³⁹

L'autonomie accordée aux régions séparatistes le serait donc par une simple loi, et non pas inscrite dans la constitution ukrainienne elle-même, ce qui inquiète les séparatistes qui craignent un revirement législatif futur. La loi sur le statut spécial et la loi sur la décentralisation (qui impliquera elle une modification de la Constitution) étaient liées depuis 2015 puisque la loi sur la décentralisation faisait référence à la loi sur le statut spécial. Le gouvernement ukrainien veut maintenant délier ces deux processus, mais garde le cap d'une décentralisation et non d'une fédéralisation comme le souhaitait Moscou. Le sujet est extrêmement délicat en Ukraine puisque lors du premier vote sur la loi sur le statut spécial en 2015, de violentes manifestations avaient éclaté à Kyiv, menant à la mort d'un membre de la Garde nationale et déclenchant une crise politique au sein du gouvernement⁴⁰.

Poursuite du désengagement à Zolote et Petrivske

Après la première étape importante du désengagement à Stanytsia Luhanska, le désengagement des forces s'est poursuivi dans la zone de Zolote bien qu'il ait dû être postposé deux fois faute de cessez-le-feu ininterrompu pendant sept jours. Ces cessez-le-feu d'une semaine étaient une précondition ukrainienne pour entamer le retrait des troupes. Ce retrait a finalement commencé le 29 octobre sous la surveillance des moniteurs de la mission d'observation de l'OSCE (SMM)⁴¹. Ce retrait a été précédé d'une visite à Zolote du président Zelensky pour rassurer la population locale. Des éléments du bataillon nationaliste Azov s'étaient également rendus à Zolote pour s'opposer au retrait des troupes et prendre leur place sur la ligne de front. Zelensky a rencontré quelques-uns de ces membres d'Azov et a eu une conversation animée avec ceux-ci sur les objectifs de retrait et les garanties de sécurité⁴². Les vétérans ont fini par se replier sous escorte policière. Des démineurs se sont ensuite attelés au nettoyage de la zone des mines et des restes explosifs de guerre. À Petrivske, le désengagement des troupes a commencé le 9 novembre et s'est terminé le 13. À terme, l'Ukraine envisagerait de retirer ses troupes de toute la zone entourant la Ligne de Contact à l'exception de quelques points stratégiques⁴³.

39. Unian, « [Ukraine not to amend Constitution on special status for Donbas – FM Prystaiko](#) », 14 septembre 2019.

40. Reuters, [Ukraine guardsman killed in nationalist protest outside parliament](#), 31 août 2015.

41. OSCE SMM, [Beginning of disengagement at Zolote disengagement area](#), 29 octobre 2019.

42. *Kyiv Post*, « [‘I’m not a loser’: Zelensky clashes with veterans over Donbas disengagement \(VIDEO\)](#) », 28 octobre 2019.

43. The Atlantic Council, [Can frontline disengagements help Ukraine secure a lasting ceasefire with Putin?](#), 4 janvier 2020.

Les élections, la plus grande pierre d’achoppement

La séquence Steinmeier dans sa version ukrainienne et l’échange de prisonniers de début octobre ont permis de démarrer un processus de retrait des troupes dans les trois zones de désengagement. Zelensky a déjà dû utiliser une partie de son crédit politique pour faire accepter à la société ukrainienne ce désengagement dans un contexte de confiance quasi nulle envers les séparatistes et le gouvernement russe. Mais ce sera clairement la phase suivante, celle des élections dans les régions séparatistes, qui sera la plus critique. Le président Zelensky a clairement exclu toute organisation d’élections « *under the threat of guns* », ce qui implique que les milices séparatistes soient désarmées, que la police ukrainienne soit en charge de la sécurité dans les zones séparatistes, et que l’Ukraine retrouve le contrôle de sa frontière avec la Russie. Toutes ces questions liées à la sécurité semblent impossibles à réaliser dans un futur proche tant on voit mal les autorités séparatistes, qui ont créé leur propre police et forces armées, s’effacer du paysage pour laisser la place aux autorités ukrainiennes. L’animosité mutuelle entre séparatistes et Ukrainiens loyalistes est énorme après plus de cinq ans de guerre et il est difficile d’imaginer les candidats pro-ukrainiens faire campagne dans les territoires séparatistes sans craindre pour leur vie.

Ensuite, ces élections doivent être organisées sous le contrôle de la Commission électorale ukrainienne et supervisées par une mission d’observation électorale de l’OSCE. Les élections qui se sont tenues jusqu’ici dans les entités séparatistes sont très loin de se conformer aux standards internationaux en la matière. La question du vote des déplacés internes est également fondamentale puisque 1,5 million de personnes ont quitté les républiques séparatistes pour s’installer autre part en Ukraine.

Et les séparatistes ?

Ces négociations autour de la formule Steinmeier ont suscité peu de réactions des dirigeants séparatistes⁴⁴. Tout d’abord, il s’agira de déterminer le territoire concerné. Si pour les Ukrainiens, seules les zones occupées sont concernées, les autorités séparatistes veulent rappeler leur existence alors qu’elles sont les grandes oubliées de ces négociations. Ainsi, le Conseil populaire de la République populaire de Donetsk a voté le 29 novembre une loi définissant les limites territoriales de la RPD comme celles de l’oblast de Donetsk tel qu’il était avant le déclenchement de la guerre en 2014⁴⁵. Or, la RPD actuelle ne couvre qu’un tiers de l’oblast de Donetsk, le reste étant sous contrôle ukrainien. Ce vote contredit également un décret de l’ancien leader de la RPD Alexandre Zakharchenko, tué dans un attentat fin août 2018, qui définissait la Ligne de Contact comme frontière occidentale de la RPD⁴⁶. Ce vote n’était donc qu’un mouvement tactique pour remettre en jeu les républiques séparatistes qui voient des décisions cruciales pour leur avenir prises par-dessus leurs têtes.

44. *Civic Monitoring*, [Developments in “DNR” and “LNR”: 29 October – 18 November 2019](#).

45. Donetsk News Agency, [DPR passes Law on State Border](#), 29 novembre 2019.

46. *Civic Monitoring*, [Developments in “DNR” and “LNR”: 7 February – 14 March 2017](#).

Si Moscou insiste continuellement pour que l'Ukraine négocie directement avec les séparatistes, la désillusion de ces deniers est grande vis-à-vis de la Russie⁴⁷.

Nouvelle réunion du format Normandie

Une nouvelle réunion du format Normandie au niveau des chefs d'États a été présentée par Zelensky comme l'objectif diplomatique premier de ce processus d'application de la formule Steinmeier. Face aux progrès enregistrés (formule Steinmeier, échange de prisonniers, reconstruction du pont de Stanytsia-Luhanska, désengagement des zones visées par les accords-cadres), l'Ukraine rencontre les conditions russes pour une nouvelle réunion du Format. Celle-ci a eu lieu en France le 9 décembre 2019.

Quelles décisions ont été prises à Paris ?⁴⁸

- Confirmation du rôle clé des Accords de Minsk dans la résolution du conflit
- Cessez-le-feu complet d'ici la fin de l'année 2019
- Nouveau plan de déminage à discuter au sein du Groupe de Contact trilatéral
- Trois zones de désengagement supplémentaires à mettre en œuvre d'ici mars 2020
- Échange de prisonniers sur une base « tous pour tous », le Comité international de la Croix-Rouge en sera le facilitateur.
- Ouverture d'un nouveau point de passage de la Ligne de Contact sur base des besoins humanitaires
- Soutien à la mission OSCE SMM qui doit pouvoir pleinement exercer son mandat
- Confirmation de la formule Steinmeier
- Nouveau sommet en avril 2020

Ces résultats sont clairement plus focalisés sur le volet humanitaire en raison du blocage qui continue sur le volet politique. Zelensky avait été mis sous pression par les partis d'opposition pro-occidentale et les cercles nationalistes qui craignaient que l'inexpérience de Zelensky ne le trahisse et le pousse à accepter des concessions majeures⁴⁹. Zelensky a tenu bon en refusant de franchir les lignes rouges que sont la fédéralisation de l'Ukraine et la tenue d'élections sans contrôle de la frontière avec la Russie, transgressions qui lui auraient sans doute coûté son mandat. À cet égard, il est intéressant que le texte des conclusions du sommet, publiées en ukrainien sur le site de la présidence ukrainienne différerait légèrement de la version russe et anglaise sur la question très sensible du « statut spécial » à accorder aux nouvelles entités⁵⁰.

47. Sur la relation actuelle entre les séparatistes et Moscou, voir International Crisis Group, [Rebels without a Cause : Russia's proxies in Eastern Ukraine](#), 16 juillet 2019.

48. Site de l'Élysée, [PARIS "NORMANDIE" SUMMIT - COMMON AGREED CONCLUSIONS](#), 9 décembre 2019.

49. Radio Free Europe/ Radio Liberty, [Red Lines And Relief: Mixed Feelings In Ukraine After Zelenskiy-Putin Talks](#), 10 décembre 2019.

50. The Atlantic Council, [Lost in translation: Different interpretations of Paris peace talks spell trouble ahead](#), 12 décembre 2019.

Le sommet de Paris est donc la première étape d'un long processus⁵¹. Sans compter que des négociations bilatérales ont également pris place à Paris sur la question du transit du gaz russe par l'Ukraine⁵².

Un échange de prisonniers a eu lieu le 30 décembre 2019. Il devait originellement concerner tous les prisonniers détenus du côté ukrainien et tous les prisonniers détenus par les séparatistes. Seulement 200 personnes ont finalement été échangées, une vingtaine de prisonniers refusant de quitter les prisons ukrainiennes pour rejoindre les territoires séparatistes. Le président Zelensky a de nouveau dû entamer son crédit politique puisque parmi les prisonniers libérés figuraient des individus n'ayant pas de liens avec la guerre dans le Donbass, notamment des policiers des unités spéciales (Berkut) accusés d'avoir tiré sur des manifestants lors des événements de Maidan ainsi qu'Artur Denisultanov, le tueur à gages responsable de l'attentat raté contre l'opposant tchétchène Adam Osmayev⁵³. Le sentiment général à Kyiv est que l'Ukraine échange des criminels contre des opposants politiques⁵⁴.

En cas d'échec des négociations ?

Les progrès engrangés à Paris sont maigres, mais ils sont réels et surtout ils ont relancé une véritable dynamique de négociations à laquelle plus personne ne croyait. Le focus humanitaire est déjà une amélioration pour les populations locales, ce qui correspond à une promesse de campagne de Zelensky. Mais lorsqu'il s'agira d'aller au-delà de l'humanitaire et du cessez-le-feu pour trancher les questions politiques, Zelensky risque de se retrouver coincé comme son prédécesseur avant lui. Lors d'une session à l'institut Chatham House de Londres, Andriy Yermak, l'influent conseiller du président ukrainien avait déclaré que si la Russie ne montrait aucune volonté de travailler à une résolution pacifique du conflit, le plan B serait de construire un mur autour des régions séparatistes et de continuer ses réformes⁵⁵. Ce scénario, lancé comme une boutade, n'est cependant pas si irréaliste qu'il en a l'air à première vue. Le président Zelensky se serait donné un an pour engranger des progrès dans le cadre des accords de Minsk. En cas d'échec, l'Ukraine pourrait arriver au constat que le cadre des Accords de Minsk ne permet aucun progrès. Plusieurs options s'offrent alors, une adaptation des accords de Minsk, option à laquelle la Chancellerie allemande s'est dite ouverte, ou bien sortir du cadre de Minsk pour chercher d'autres voies notamment celle d'un format de négociation impliquant les États-Unis ou encore le déploiement d'une mission de maintien de la paix des Nations unies⁵⁶.

51. Dalesko & Blisko, [RFI : Vu d'Ukraine, le sommet de Paris apaise mais ne satisfait pas](#), 10 décembre 2019.

52. *Financial Times*, [Russia and Ukraine sign deal to secure European gas flows](#), 31 décembre 2019.

53. *Kyiv Post*, [In prisoner swap, Ukraine releases alleged killers, terrorists with ties to Russia](#), 31 décembre 2019

54. Voir le [fil Twitter à ce sujet](#) du journaliste Stéphane Siohan, 30 décembre 2019.

55. Reuters, [Ukraine threatens to wall off part of Donbass region if no agreement with Russia](#), 5 décembre 2019.

56. Ministère des Affaires étrangères ukrainien, « [Ukraine's FM Vadym Prystaiko on Trump, Zelenskyy, and Donbas](#) », 23 septembre 2019.

S'écarter des accords de Minsk est pourtant périlleux puisque cela signifierait la fin des sanctions de l'UE envers la Russie qui sont liées à ces mêmes accords et un gel du conflit pour de nombreuses années.

Conclusions

L'arrivée au pouvoir inattendue de Zelensky a profondément fait bouger les lignes de la résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine. Alors que de nombreux commentateurs voyaient en lui un nouveau signe de la montée de la politique spectacle, Zelensky a habilement manœuvré pour provoquer un nouveau sommet de Normandie en remplissant les conditions posées par la Russie et en évitant d'apparaître aux yeux de la population ukrainienne comme ayant capitulé face aux exigences russes. Sa large victoire électorale (72 % des suffrages de la présidentielle et 42 % des voix aux législatives) lui a donné un important crédit politique qu'il a pu entamer en prenant des décisions a priori impopulaires.

En partant d'une approche basée sur l'allègement des souffrances des populations du Donbass et en résolvant le blocage des prisonniers, il a peu à peu rencontré les exigences russes pour obtenir un nouveau sommet du Format Normandie au niveau des chefs d'État (désengagement des zones de Stanytsia Luhanska, Zolote et Petrivske ainsi qu'adoption de la formule Steinmeier pour l'application des accords de Minsk).

Le sommet de Paris a lancé une nouvelle dynamique que plus personne n'espérait. Certains engagements ont déjà été mis en œuvre avec un nouvel échange de prisonniers fin décembre, mais également un accord sur le transit du gaz russe via l'Ukraine. Pourtant, le plus difficile reste à venir, notamment l'épineuse question du séquençage de la formule Steinmeier quant au contrôle par l'Ukraine de sa frontière (avant ou après les élections) ainsi que la question du statut du Donbass (autonomie inscrite dans la Constitution ukrainienne ou simple application du processus de décentralisation générale). L'étape des élections sera définitivement la plus périlleuse puisqu'elles supposent un contrôle par l'Ukraine de la situation sécuritaire dans les territoires séparatistes et une disparition à terme des « républiques populaires » de Donetsk et de Louhansk. Zelensky a consommé une partie de son crédit politique en concédant quelques sacrifices, mais risque de se heurter à de véritables lignes rouges au premier semestre 2020.

* * *

Auteur

Yannick Quéau est directeur de la recherche au GRIP. Ses sphères d'expertise couvrent la sécurité internationale, les relations transatlantiques, les aspects industriels, stratégiques et économiques du commerce des armes, qu'elles soient classiques ou nucléaires, ainsi que les règles de contrôle s'y rapportant. Il est l'auteur de nombreuses analyses et rapports sur ces sujets, qu'il couvre également par le biais de conférences.

